

Dupont-Aignan, Philippot, Asselineau : pourquoi sont-ils candidats ?



Le premier tour de la Présidentielle approche. Les candidatures se multiplient.

Dans le camp souverainiste, quand je regarde les scores prévisibles de Nicolas Dupont-Aignan, de Florian Philippot, de François Asselineau, des scores loin de ceux des "grands candidats", je me demande quelle est leur stratégie, à part celle d'entraver le camp souverainiste face à la machine macronienne.

Tous, bien sûr, avancent qu'ils se sentent le devoir de porter la parole et les espoirs des Français, qu'ils ont le devoir d'être les représentants d'un courant qui sans eux disparaîtrait du paysage politique.

Ces prétentions seraient acceptables s'ils ne défendaient pas des idées proches les uns des autres, s'il y avait une différence abyssale dans leurs propositions, par exemple, sur le Frexit. Leurs discours seraient recevables si, sur l'immigration ou le retour à la nation, ils nous servaient des plats originaux, et cela nous ferait peut-être oublier que Dupont-Aignan soutint Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2017, que Florian Philipot fut son bras droit durant des années.

Certes on ne peut faire de politique sans un ego surdimensionné ni sans une ambition XXL, certes mieux vaut un petit chez-soi (même si ce n'est qu'une cabane de jardin) qu'un grand chez les autres. Mais est-ce la seule explication ?

Pour exister politiquement, il faut avoir du fric. C'est peut-être là que se joue le maintien de ces hommes dans la course présidentielle.

Asselineau est un cas à part. En l'écoutant, on perçoit clairement le peu de considération qu'il porte à ses "collègues" souverainistes. Mais Dupont-Aignan et Philippot sont des hommes d'expérience, ils connaissent parfaitement les rouages et les besoins d'un parti politique. Par leurs candidatures, ils ne se positionnent pas réellement dans la course à la présidentielle, mais pour la 3^e mi-temps que sont devenues les législatives avec l'instauration dramatique du quinquennat.

Leur vrai objectif est-il là ?

Depuis 2000, ces élections qui interviennent dans la foulée de la présidentielle requièrent, pour un parti, d'avoir eu un candidat dans la course à l'Élysée s'il veut être remarqué lors des législatives. Pourquoi ? Tout simplement pour avoir droit au financement public. Ainsi toute formation ayant obtenu plus de 1 % des suffrages dans au moins 50

circonscriptions reçoit une aide publique conséquente.

L'État verse des dizaines de millions d'euros aux formations politiques uniquement sur leur score aux législatives de 2017. L'enjeu est donc primordial, puisque ce sont les principales ressources de beaucoup de partis microscopiques. Depuis 2014, chaque formation politique engrange, chaque année, la somme de 1,42 euro par voix recueillie par l'un de ses candidats lors du premier tour des élections législatives. Ainsi cela fait 376 000 € par an pour *Debout la France* (1).

De quoi justifier une raclée électorale à la présidentielle pour être présent ensuite dans la plupart des circonscriptions.

Les convictions ou l'argent des contribuables, ces messieurs semblent avoir choisi.

Marcus Graven

(1)

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/06/15/legislatives-quels-partis-vont-beneficier-des-financements-de-l-etat_5145101_4355770.html